

Vieillesse, invalidité, décès

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois: 1927 (assistance vieillesse), 1937 (assistance aux aveugles), 1955 (assistance aux invalides).

Lois en vigueur: 1951 (pensions universelles), 1965 (pensions liées aux gains), 1966 (supplément lié au revenu).

Régime de pensions universelles et régime d'assurance sociale

(1 dollar des E.-U. = 1,34 dollar canadien)

Champ d'application

Pension universelle: Tous les résidents, mais assujettie à un impôt de récupération pour les personnes ayant un revenu élevé.

Pension liée aux gains: Travailleurs salariés et travailleurs indépendants (sauf si gains inférieurs à 3 500 dollars par an, ajustés aux variations de l'indice des salaires dans l'industrie).

Exclus: Emplois occasionnels, emplois agricoles à court terme.

Les provinces peuvent se soustraire du régime fédéral si elles instituent un régime comparable. C'est le cas du Régime de rentes du Québec. Libre passage des prestations entre les deux régimes.

Sources de financement

Assuré: Pensions universelles: Néant. Pensions liées aux gains: 3% du salaire (travailleurs salariés) ou 6% du gain (travailleurs indépendants).

Employeur: Pensions universelles: Néant. Pensions liées aux gains: 3% des salaires.

Gouvernement: Pensions universelles: Tout le coût. Egalement tout le coût des prestations liées aux revenus.

Plancher et plafond des gains pour le calcul des cotisations et des prestations: 3 500 et 35 800 dollars par an. (Le plafond est ajusté aux variations du salaire moyen dans l'industrie.) Cotisations non dues sur les premiers 3 500 dollars des revenus annuels.

Conditions d'attribution

Pension de vieillesse: Pensions universelles: 65 ans. 1/40e de la pension maximum pour chaque année de résidence au Canada après l'âge de 18 ans. Durée de résidence minimum: 10 années; maximum: 40 ans. Pensions assujetties à un impôt

de récupération pour les personnes ayant un revenu élevé. Payable à l'étranger si résidence au Canada pendant 20 années après l'âge de 18 ans. Cessation de l'activité pas exigée.

Pension liée aux gains: 65 ans (60-64 ans avec réduction de 0,5% par mois). Doit avoir 1 année de cotisation. Cessation partielle ou complète de l'activité exigée avant 65 ans.

Pension d'invalidité: Pas de pension universelle. Pension liée aux gains: Incapacité grave et prolongée d'exercer une activité véritablement rémunératrice. Cotisation pendant 2 des 3 dernières années civiles ou pendant 5 des 10 dernières années civiles.

Pensions de survivants: Pas de pension universelle. Pension liée aux gains: Cotisation pendant 10 années civiles ou pour le tiers de la période cotisable (mais au moins 3 ans).

Toutes pensions payables à l'étranger.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Pension de vieillesse: Pension universelle: 400,71 dollars par mois.

Supplément lié au revenu: Montant nécessaire pour porter la pension à 876,91 dollars (célibataire) ou 1 421,78 dollars (couple).

Pension liée aux gains (en plus de la pension universelle): 25% du gain moyen, sans tenir compte de 15% des années de faibles gains, ni des années où l'assuré a élevé des enfants de moins de 7 ans. Augmentation de 0,5% pour chaque mois de report jusqu'à l'âge de 70 ans. Pension maximum: 736,81 dollars par mois. Les droits à pension accumulés par chacun des conjoints peuvent être divisés à parts égales si le mariage prend fin après 1 année ou plus.

Gains enregistrés réévalués selon les variations de la moyenne nationale des salaires.

Pension liée au revenu pour le conjoint âgé de 60 à 64 ans d'un titulaire d'une pension de vieillesse, avec un maximum de 710,89 dollars par mois.

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour personnes âgées nécessiteuses n'ayant pas droit à pensions. 6 provinces et 2 territoires disposent d'un régime de revenus garantis pour venir en aide aux pensionnés à faibles revenus.)

Réajustement automatique selon les variations de l'indice des prix à la consommation: Pensions universelles trimestriellement, pensions liées aux gains annuellement.

Prestations d'incapacité permanente pour les travailleurs assurés

Pension d'invalidité: Pas de pension universelle.

Pension liée aux gains: 330,49 dollars par mois, plus 75% de la pension de vieillesse. Gains enregistrés réévalués selon les variations de la moyenne nationale des salaires. Pension maximum: 883,10 dollars par mois.

Supplément pour enfant: 166,63 dollars par mois pour chaque enfant de moins de 18 ans, 25 ans si étudiant, (Québec: 52,90 dollars).

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour invalides nécessiteux n'ayant pas droit à pension.)

Réajustement annuel automatique de toutes les prestations selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de survivant universelle: Aucune. (Les survivants âgés de 65 ans ou plus reçoivent une pension de vieillesse universelle et, si âgés de 60 à 64 ans, un supplément lié au revenu à leur propre titre, indépendamment du décès de leur conjoint.)

Pension de conjoint survivant: liée aux gains, 60% de la pension de retraite, si le conjoint survivant est âgé de 65 ans ou plus. Pension maximale: 442,09 dollars par mois (même au Québec). Si le conjoint survivant a moins de 65 ans: 37,5% de la pension et 128,95 dollars. Pension maximale: 405,25 dollars. Au Québec, si âgé de 55 à 64 ans, pension maximale: 675,89 dollars; si âgé de 45 à 54 ans, pension maximale: 606,76 dollars; si âgé de moins de 45 ans, pas invalide et sans enfant: pension maximale: 360,94 dollars; si âgé de moins de 45 ans, pas invalide et a un enfant: pension maximale: 583,14 dollars; si âgé de moins de 45 ans et invalide, pension maximale: 606,75 dollars.

Pensions d'orphelins liées aux gains: 166,63 dollars par mois pour chaque orphelin de moins de 18 ans, 25 ans si étudiant, pas de limite si invalide. (Québec: 52,90 dollars chacun pour tous les enfants.)

Prestation au décès: 6 mois de la pension de vieillesse. Maximum: 10% du plafond des gains (3 580 dollars).

Réajustement annuel automatique selon les variations de l'indice des prix à la consommation.

(Assistance disponible sous le régime fédéral-provincial pour survivants nécessiteux n'ayant pas droit à pension.)

Organisation administrative

Ministère du Développement des Ressources humaines: Gestion des pensions universelles, des pensions liées aux gains et des suppléments liés aux revenus par l'entremise des bureaux de district et locaux.

Ministère du Revenu national: Perception des cotisations pour les pensions liées aux gains.

Québec: Ministère du Revenu et Régie des rentes: Gestion du régime provincial des pensions liées aux gains.

Maladie et maternité

Dates de la législation de base et types de régimes

Lois fédérales: Règlements fédéraux-provinciaux d'imposition et sur les cotisations relatives à l'éducation post secondaire et à la santé, 1977; Loi sur la santé, 1984.

Lois d'introduction dans l'ensemble des 10 provinces et 2 territoires conformes aux normes fédérales.

Les autorités administratives des provinces sont habilitées à rembourser aux fournisseurs pratiquement tout le coût des soins hospitaliers et médicaux nécessaires.

Régime d'assurance obligatoire: assurance emploi; (prestations en espèces) et **assurance santé** (médecins et services hospitaliers)

Champ d'application

Tous résidents répondant aux critères nationaux et provinciaux quant à l'admissibilité et au statut d'assuré (pratiquement toute la population protégée). Libre passage de province à province et couverture dans le monde entier pour les soins d'urgence. Dans ce dernier cas, le remboursement est limité au taux applicable dans la province d'origine. Dispositions spéciales pour certaines catégories, y compris les militaires et d'autres groupes particuliers.

Sources de financement

Assuré: Primes en Alberta et Colombie britannique. L'Ontario a une "levée de soins de santé" qui varie de 0,2 à 2,0% du revenu imposable. Néant dans les autres provinces.

Employeur: Varie selon les provinces. 1%-4,5% des salaires à Terre-Neuve, au Québec, en Ontario et au Manitoba. Dans les autres provinces, participation et taux fixés par conventions collectives.

Gouvernement: La plus grande part du coût est à la charge des provinces. Le gouvernement fédéral participe aux dépenses des provinces en versant des subventions globales dont une partie est soumise à la condition que les régimes des provinces soient en conformité avec les dispositions de la législation fédérale (loi sur la santé).

Conditions d'attribution

Prestations hospitalières et médicales: En général, 3 mois de résidence dans la province pour les personnes venant d'une autre province, qui continue la protection pendant cette période. En Alberta et en Colombie-britannique, le versement de primes est une condition additionnelle, mais ces versements ne peuvent pas être liés à l'admissibilité aux soins.

Prestations en espèces de maladie et de maternité: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Prestations de maladie et de maternité: Voir prestations de chômage ci-dessous.

Prestations médicales pour les travailleurs assurés

Prestations hospitalières et médicales: Payées directement par les autorités provinciales selon des modalités préétablies et des barèmes contractuels d'honoraires.

Les prestations hospitalières englobent les soins normaux en classe commune, les soins nécessaires d'infirmières, les médicaments dans les hôpitaux et les services diagnostiques et thérapeutiques.

Les prestations médicales englobent les soins généraux, de maternité, chirurgicaux, les soins de spécialistes et les services de laboratoire.

D'autres prestations englobent la chirurgie buccale dans des hôpitaux agréés et, dans quelques provinces, les services d'ostéopathes, chiropraticiens et optométristes, les soins dentaires pour enfants, les appareils de prothèse, les

médicaments prescrits, etc. Une certaine participation aux frais peut être exigée du patient.

Dans quelques provinces, les bénéficiaires de l'assistance sociale âgés de plus de 65 ans ont droit gratuitement aux médicaments, lunettes et soins dentaires ainsi qu'à des subventions dans des établissements de soins, et les soins dentaires pour les enfants.

Prestations médicales pour les personnes à charge

Prestations médicales pour les personnes à charge: Les mêmes que pour le chef de famille.

Organisation administrative

Santé Canada: Gestion des régimes des groupes de personnes non compris dans les régimes provinciaux; contrôle de la conformité des régimes des provinces aux dispositions de la législation fédérale; fourniture aux provinces de services techniques, consultatifs et de coordination.

Autorités des provinces: Gestion de leurs régimes d'assurance maladie, établissement du droit à prestations, examen des demandes d'hospitalisation et de prestations médicales, paiement des fournisseurs et contrôle de tous les aspects des régimes.

Les fournisseurs sont d'une façon générale les hôpitaux publics et à but non lucratif, d'autres institutions spécialisées, les médecins et d'autres praticiens privés.

Accidents du travail et maladies professionnelles

Dates de la législation de base et types de régimes

Premières lois et lois en vigueur des provinces: Alberta, 1918 et 1992. Colombie britannique, 1916 et 1990. Ile-du-Prince-Edouard, 1949 et 1995. Manitoba, 1916 et 1991. Nouveau-Brunswick, 1918 et 1994. Nouvelle-Ecosse, 1915 et 1995. Ontario, 1914 et 1990. Québec, 1908 et 1992. Saskatchewan, 1911 et 1991. Terre-Neuve, 1908 et 1993. Territoires du Nord-Ouest, 1989. Territoire du Yukon, 1993.

Assurance obligatoire publique (régimes des provinces)

Champ d'application

Travailleurs de l'industrie et du commerce (avec quelques différences entre les provinces).

Généralement exclus: Travailleurs domestiques, sportifs professionnels et membres de clubs sportifs.

Régimes spéciaux pour les gens de mer et les fonctionnaires fédéraux.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Tout le coût par des cotisations variant selon la branche d'industrie et le degré de risque (dans quelques provinces, les grandes entreprises peuvent s'assurer indépendamment).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire pour le calcul des prestations: 27 000 à 52 500 dollars par an, selon les provinces.

Conditions d'attribution

Prestations pour accidents du travail: Pas de période minimum de stage.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés (sauf incapacité permanente)

Prestations d'incapacité temporaire: Varient de 75% à 90% du salaire selon les provinces.

Prestation minimum: 0-301,44 dollars par semaine selon les provinces.

Prestations d'incapacité permanente et prestations médicales pour les travailleurs assurés

Pension d'incapacité permanente: Varie selon les provinces; 75% ou 90% du salaire dans la plupart des provinces si incapacité totale. Minimum: 1 687,50 à 3 387,50 dollars par mois selon les provinces. Montants forfaitaires payables dans quelques provinces (maximum au Manitoba: 93 730 dollars).

Incapacité partielle: Pourcentage de la pension complète correspondant à la réduction de la capacité de gain (somme forfaitaire si la perte de capacité ne dépasse pas 10%).

Prestations médicales: Soins médicaux et chirurgicaux, soins d'infirmière et services hospitaliers, médicaments et appareils de prothèse, dans toutes les provinces.

Prestations de survivants pour les personnes à charge

Pension de veuve: 550 à 2 625, dollars par mois, plus somme forfaitaire de 1 300 à 83 084 dollars selon les provinces (en Alberta, Colombie britannique, au Manitoba, au Nouveau-Brunswick, en Ontario, au Québec, au Saskatchewan et à Terre-

Neuve, la pension est un pourcentage du salaire de l'assuré, soit 75% ou 90% du salaire). Payée également au veuf.

Pensions d'orphelins: Montant mensuel forfaitaire légèrement plus élevé que celui pour les enfants vivant avec un parent, ou pourcentage du salaire du défunt, selon les provinces.

Autres membres de famille à charge (en l'absence d'un conjoint ou orphelin): Une somme adéquate proportionnelle à la perte pécuniaire subie.

Allocation funéraire: 1 900 à 6 000 dollars selon les provinces.

Organisation administrative

Commission des accidents du travail dans chaque province: fixation et perception des cotisations, gestion de la caisse des accidents, octroi et versement des prestations, service de réadaptation.

Chômage

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: 1940 (la loi de 1935 avait été déclarée anticonstitutionnelle).

Loi en vigueur: 1971 (dernier amendement en 1996).

Régime d'assurance sociale

Champ d'application

Tous les travailleurs salariés, y compris les fonctionnaires fédéraux, et les pêcheurs indépendants. Assurance volontaire pour les fonctionnaires provinciaux si le gouvernement de la province y consent. Exclus: Tous les autres travailleurs indépendants.

Sources de financement

Assuré: 2,9% du salaire.

Employeur: 4,13% (1,4 fois le taux de l'assuré).

Gouvernement: Néant.

Plafond du salaire annuel assuré: 37 000 dollars en 1997.

Conditions d'attribution

Prestations de chômage: Variables, selon le taux du chômage dans la région, entre 420 à 700 heures dans un emploi assuré au cours de la dernière année.

Le bénéficiaire doit être inscrit, avoir la capacité et la volonté de travailler, être disponible, n'avoir pas pu trouver d'emploi convenable ou être empêché de

travailler en raison de maladie, de maternité ou de soins à donner à un enfant malade.

Disqualification si le chômage est dû à la résiliation volontaire du travailleur, à sa mauvaise conduite. Si le travailleur refuse une offre convenable ou si le chômeur n'a pas accepté une formation professionnelle, disqualification de 7 à 12 semaines; si le chômage est dû à un conflit du travail, à une détention pénale ou à la prise d'une résidence hors du Canada, disqualification tant que la condition subsiste.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocation de chômage: 55% du salaire moyen assuré et un supplément pour les travailleurs à faible revenu (moins de 25 921 dollars) ayant des enfants à charge. Maximum: 413 dollars par semaine. Due après un délai de carence de 2 semaines pour une période jusqu'à 50 semaines selon la durée de l'activité professionnelle de l'assuré et le taux du chômage sur le plan régional. Également payée pour une période jusqu'à 15 semaines en cas de perte de salaire pour cause de maladie ou de maternité ou de 10 semaines en cas de soins à donner à un enfant malade.

Organisation administrative

Ministère du Développement des Ressources humaines: Surveillance générale.

Commission de l'assurance-emploi: Composition bipartite, gestion du régime par l'entremise de bureaux régionaux et locaux.

Prestations familiales

Dates de la législation de base et types de régimes

Première loi: Loi sur l'impôt (dispositions en vigueur depuis le 1er janvier 1993); a remplacé le régime précédent aux termes de la Loi sur les allocations familiales (1994).

Remboursement de crédit d'impôt

Champ d'application

Tous les résidents ayant 1 enfant ou plus.

Sources de financement

Assuré: Néant.

Employeur: Néant.

Gouvernement: Coût total.

Conditions d'attribution

Allocations familiales: Enfant de moins de 18 ans.

Les prestations diminuent lorsque le revenu familial net augmente.

Un supplément lié aux gains est dû aux familles des travailleurs de revenu modeste.

Prestations en espèces pour les travailleurs assurés

Allocations familiales: Prestation de base de 1 020 dollars par an pour chaque enfant, plus 75 dollars pour chaque enfant à partir du troisième. La prestation est réduite de 5% du revenu familial net dépassant 25 921 dollars pour les familles avec 2 enfants ou plus, et de 2,5% pour les familles avec 1 enfant.

Le supplément lié aux gains pour les familles des travailleurs de revenu modeste augmente de 8% des gains annuels jusqu'à un montant maximum de 500 dollars. Il est réduit de 10% du revenu familial dépassant 20 921 dollars.

Les familles qui ne demandent pas une déduction d'impôts au titre d'enfants à charge ont droit à un montant supplémentaire de 213 dollars par an pour chaque enfant de moins de 7 ans.

Les prestations sont payables chaque mois; elles sont basées sur le revenu familial total de l'année précédente.

Organisation administrative

Ministère du Revenu national: Détermination du droit aux prestations et gestion du régime.